

## Les problèmes du capitaine

Gilles Marcotte

Volume 19, numéro 3 (111), mai-juin 1977

Divergences : la littérature québécoise par ses écrivains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30818ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marcotte, G. (1977). Les problèmes du capitaine. *Liberté*, 19(3), 78–86.

*gilles marcotte*

## *les problèmes du capitaine*

Un cinéaste italien, après un séjour de quelques semaines à Montréal, imaginait le scénario d'un film typiquement québécois. L'action se déroulerait sur un grand fleuve, un des plus beaux du monde, le Saint-Laurent. Sur ce fleuve, il y aurait un bateau, bien propre, tout à fait moderne, un beau bateau. Et, sur le bateau, comme de raison, un capitaine, qui serait le personnage principal du film. Et qu'est-ce qu'il ferait, le capitaine, sur ce beau bateau naviguant sur le fleuve magnifique dans un film typiquement québécois ? Réponse : IL AURAIT DES PRRRRROBLÈMES ! ...

La littérature québécoise inquiète beaucoup ses capitaines, par les temps qui courent. Il est vrai que sa coque n'est pas en très bon état. Elle a besoin d'être calfatée, périodiquement, par les bons offices du Conseil des arts du Canada. Ses moteurs font ce qu'ils peuvent, mais il faut bien avouer que ce ne sont pas, à de rares exceptions près, de bien gros moteurs, qui permettraient à notre littérature de briser ce que Jacques Ferron appelle « l'écrou du Golfe » et d'aller cueillir les grisantes reconnaissances internationales. Quelques bateaux sud-américains, c'est ça qu'il nous faudrait, pour sillonner les mers du monde ! ... L'embêtant, c'est que nos moteurs les plus sûrs, les mieux construits, commencent à prendre de l'âge : trente, quarante, quarante-cinq ans, et même au-delà. Ah ! ils fonctionnent bien, ils fonctionnent même admirablement parfois. Mais enfin, les exigences de la technologie moderne étant ce qu'elles sont, on en essaye

de nouveaux chaque année, des flambant neufs. Ils ont des ratés ; c'est normal, pour un moteur qui commence. On en essaye beaucoup, beaucoup plus qu'il y a une dizaine d'années : des autochtones, qui ronronnent sur un rythme de joul ; des importés, qui risquent à tout moment de faire sauter le bateau ; des qui ne peuvent être montés que sur le pont, et montrent leurs formes bizarres aux pêcheurs ébahis de l'Île-aux-Coudres. Décidément, se dit le capitaine, ces petits moteurs capricieux ne remplaceront jamais les beaux moteurs d'il y a dix ans.

Et quant au gouvernail...

Mais cette métaphore a assez filé. Elle est en train de devenir une allégorie. Passons aux choses sérieuses.

\* \* \*

« Par ailleurs, disait Malraux, le cinéma est une industrie. » Par ailleurs, la littérature est une industrie. Des livres, ça s'écrit, ça se fabrique, ça s'annonce, ça se vend, ça se lit. On appelle ça, noblement, l'institution littéraire. Or, le malaise qu'on éprouve actuellement devant la situation littéraire du Québec, est évidemment lié au malaise de l'institution. Elle est fragile, et l'a toujours été. Elle est lourdement subventionnée — par Ottawa. Supprimez l'aide du Conseil des arts du Canada à l'édition et, du coup, la production littéraire diminuera de moitié. Des crises fracassantes, et abondamment commentées par les journaux, ont secoué notre petit monde de l'édition, au cours des dernières années. VLB a quitté les Editions du Jour, puis celles de l'Aurore, l'une et l'autre mal en point, pour aboutir, bouclant la boucle, à VLB. Quelques autres pétards ont éclaté ci et là. Et comme, au Québec, on confond souvent pétards et bombes atomiques, on a parfois conclu à la fin du monde.

Et pourtant, comme dirait Galilée, elle tourne, l'édition, elle tourne. De 1962 à 1975, le nombre de romans, de recueils de poèmes, de pièces de théâtre publiées, a presque triplé au Québec. Et il reste encore plus facile, à un jeune écrivain, de publier ici que dans n'importe quel autre pays du monde. Qui dit mieux ? Qu'attend-on de plus ? Mais justement, rétorque-t-on, cette production est pléthorique. On publie n'im-

porte quoi, n'importe comment. Et les lecteurs, qui avaient accepté de se laisser échauder durant quelques années, par ferveur nationaliste, se montrent aujourd'hui plus prudents : n'importe quel libraire vous le dira. D'autant que les prix ont considérablement monté, comme ceux des légumes — moins que ceux des livres importés de France, mais enfin on y pense à deux fois avant de payer près de dix dollars pour un petit roman dont la principale (sinon l'unique) vertu est d'être *made in Quebec*. Pour corriger cette situation, on pourrait imaginer (on a imaginé) plusieurs petits trucs. Par exemple :

- fonder une maison d'édition d'Etat (du Québec évidemment), qui vendrait les livres à vil prix ;

- créer un puissant réseau de bibliothèques publiques, et les obliger à acheter tout ce qui se publie au Québec ;

- multiplier les entreprises publicitaires (voir la désolante page de publicité, publiée dans les journaux avec l'aide du Conseil des arts) ;

- limiter les importations de livres français, pour épargner au livre québécois cette écrasante concurrence étrangère ;

- développer les programmes de littérature québécoise, dans les collèges et universités, pour qu'ils absorbent une partie considérable de la production (une littérature, c'est ce qui s'enseigne ; et les éditeurs vous diront que, sauf exception assez rare, le succès d'un livre québécois dépend presque entièrement de son entrée dans les circuits de l'enseignement) ;

- enfin, mener campagne auprès des éditeurs afin qu'ils diminuent la quantité et augmentent la qualité de leur production.

Inutile de s'étendre sur les réserves que peut inspirer tel ou tel de ces trucs. Ce qu'il faut dire, c'est qu'aucune manœuvre du genre ne corrigera la situation dont on se plaint, tout simplement parce que cette situation est NORMALE. C'est la situation d'il y a cinq ou dix ans qui était anormale, pas celle d'aujourd'hui ; alors, on vendait tout ou presque, comme à La Baie ; dans les Cegep et autres universités, le

*Cassé* déclassait le *Père Goriot* ou *Bonheur d'occasion* ; un livre de vingt pages en suscitait quarante de commentaires, dans les journaux et ailleurs ; il suffisait de quelques vers pour *faire un malheur*. Et Jacques Hébert souriait, débonnaire... Il s'est tiré à temps, le cher homme (et le plus sympathique au demeurant). Il devait soupçonner que la manne n'allait pas durer éternellement, que l'étonnante ferveur du public s'apprêtait à retomber. Nous y sommes. C'est le lendemain de la veille, et nous avons la gueule de bois.

(Faut-il ajouter que, dans le domaine culturel tout au moins, les Québécois et la sobriété n'ont pas souvent fait bon ménage ? Il semble qu'il nous faille l'ivresse des commencements pour bien travailler. Voir les débuts de la télévision à Radio-Canada, les quelques réussites de la Révolution tranquille, la Manic, et coetera. Quand il s'agit de porter le poids du jour, de bâtir petit à petit, de maintenir et de développer, de travailler « dans le long terme » comme disent les économistes, nous sommes moins farauds.)

\* \* \*

Oui, certes, nous nous étions monté le bourrichon. C'était bien agréable ; j'en étais. Tout nous semblait possible. La poésie issue de l'Hexagone triomphait enfin, et nous nous y trouvions au chaud, comme dans une maison de langage parfaitement constituée, comme dans un pays. On commençait à la connaître à l'étranger, grâce à l'anthologie d'Alain Bosquet et aux généreuses tartines de René Lacôte dans *les Lettres françaises*. Dans le roman, qui avait été si rare de 1950 à 1960, ça éclatait de tous bords et de tous côtés, et l'exaltation atteignit son comble aux alentours de 1965, quand Marie-Claire Blais, Réjean Ducharme, Jean Basile, Hubert Aquin allèrent rejoindre à Paris ceux qui s'y étaient déjà fait une petite place, les Jacques Godbout, les Marcel Godin, les Claire Martin, les Anne Hébert, les Yves Thériault. La percée était faite — pour de bon, pensions-nous —, il n'y avait plus qu'à continuer. Les attentes étaient immenses.

Dix ans plus tard, donc, nous voilà avec une belle déception sur les bras. Et l'on parle d'une « impasse » de la littérature québécoise. (J'ai trouvé le mot dans le travail d'une étudiante, il y a quelques mois ; c'est dire à quel point l'idée

est répandue.) Qu'attendions-nous, pour être si déçus ? Une autre *Saison dans la vie d'Emmanuel* ? après le Médicis, un Goncourt ? une profusion de petits Ducharme ? de nouveaux Miron, de nouveaux Lapointe, de nouveaux Ouellette ? Il se peut que les écrivains des nouvelles générations aient de la difficulté à chausser les bottes de leurs aînés immédiats (reste à savoir d'ailleurs s'ils en veulent, de ces bottes), et que la relève tarde à se présenter dans toute sa splendeur, mais il me paraît qu'en tout état de cause la « déprime » qui atteint aujourd'hui la scène littéraire du Québec ne tient pas d'abord à l'insuffisante qualité de la production. Si nous sommes déçus, si nous nous sentons floués comme la grande Simone, c'est que subrepticement, sans qu'on y prenne garde, non seulement la littérature (i.e. les oeuvres) mais l'ensemble de l'institution littéraire a glissé hors de la configuration idéologique qui l'englobait au cours des années soixante. Dans une telle configuration, la littérature, ou l'idée de la littérature, précède en quelque sorte les oeuvres. Il s'agit moins de se donner des produits, des livres, qu'une industrie. D'un côté la SFG, de l'autre le CSL : la nation s'équipe. Les poèmes, les romans ne reçoivent leur pleine légitimité que de leur appartenance à la littérature nationale. Celles qui regimbent, on les y fait entrer, de gré ou de force. Ainsi l'on se fait fort de découvrir les thèmes du « pays », de l'enracinement, de l'engagement social, dans des poèmes qui n'en ont cure : ceux, par exemple, de Paul-Marie Lapointe, de Roland Giguère, de Fernand Ouellette. D'autre part des livres très mineurs, comme *le Cassé* de Renaud et *le Cabochon* de Major, se voient promus à la dignité d'oeuvres-clés, d'oeuvres exemplaires, en vertu de leur apparente coïncidence avec le mouvement de renouveau de la Révolution tranquille. La littérature fait le pays, et le pays fait la littérature : la réciprocité est parfaite et il n'est guère d'écrivain (ou de lecteur), à cette époque, qui ne soit convaincu de la concordance entre le projet littéraire, le projet social et le projet national.

Je parle de cette configuration idéologique au présent, parce qu'elle n'est pas disparue, loin de là. Les pages dites littéraires du défunt *Journal* en témoignaient surabondamment ; comme en témoignent encore, périodiquement, les effusions

critiques de VLB dans *le Devoir*. On peut même penser que c'est, précisément, la persistance d'une telle idéologie, devenue nostalgique, qui nous rend aujourd'hui si malheureux, si pessimistes quant à la situation présente et à l'avenir immédiat des lettres québécoises. Car les choses ont changé. L'oeuvre d'un Paul Chamberland nous montre presque toutes les étapes de la transformation : intimiste, repliée sur les problèmes de la libération personnelle dans *Genèses* ; dans *Terre Québec* et *l'Afficheur hurle*, livrée aux combats de la libération nationale et sociale, façon *parti pris* ; hésitante, dans *Eclats de la pierre noire d'où rejaillit ma vie*, partagée entre des sollicitations diverses, pour déboucher enfin, avec *Demain les dieux naîtront*, sur les horizons quasi mystiques de la « nouvelle culture ». Pour le reste, voir les petites brochures des *Herbes rouges* ; c'est là, de toute évidence, que loge la nouvelle poésie. Il existe sans doute des différences notables entre les poèmes qui se publient là, mais une idéologie commune les rassemble, qui est une idéologie de la déconstruction, du démembrement, perceptible d'abord au niveau du langage lui-même. Entre cette idéologie et celle de la période précédente, idéologie du « pays », de l'unité, de l'action concertée — et qui est toujours vivante, soulignons-le encore —, l'opposition est très nette : aussi nette qu'entre la revue *Liberté* et la revue *Chroniques*. Dans le roman, la démarcation est à peine moins marquée. Choisissons, dans la production de ces dernières années, deux romans de bonne qualité : *Prochainement sur cet écran*, de Pierre Turgeon, et *Mort et naissance de Christophe Ulric*, d'Yvon Rivard. Il est assez évident que ces deux livres ne répondent pas au genre d'attente qui s'investissait, par exemple, dans *le Cassé* ou *le Cabochon*. Ils sont mieux construits, mieux écrits que ces derniers ; mais, précisément, l'attention qu'y portent les romanciers à leurs procédures, fait que ces livres — même quand ils font référence à la crise sociale ou nationale — n'arrivent pas à rejoindre le peloton des oeuvres représentatives, reconnues comme telles.

A une telle spécialisation de l'opération littéraire, correspond, dans la critique littéraire des journaux, une division des tâches qui marque encore une différence très nette par rapport à ce qui se passait durant la période précédente. Au

milieu des années soixante, on trouvait, à *la Presse* ou au *Devoir*, un critique qui, en principe, parlait de tous les livres, jugés par lui assez importants, qui paraissaient au Québec, quel que fût leur genre ; et qui d'autre part s'efforçait d'établir entre ces oeuvres les liens autorisés, voire exigés par l'idée de littérature nationale. Il n'en va plus ainsi, comme on peut l'observer chaque semaine. Untel, maintenant, ne parle que du roman ; tel autre s'occupe de la poésie ; un troisième disserte sur les études, les essais en tous genres. Il peut sembler paradoxal qu'une telle division des tâches, correspondant à une division des genres, se produise à une époque où, précisément, l'on parle de plus en plus fréquemment de la caducité de cette division. Mais, remarquons-le, elle s'est également produite dans les Cegep, où des professeurs différents enseignent, qui la poésie, qui le roman, qui le théâtre. En fait, ce qui m'importe ici, ce qui me paraît significatif, c'est moins la question même des genres, que la division des tâches, la spécialisation, le morcellement d'un champ littéraire qui, il y a une dizaine d'années, se présentait comme unitaire. L'évolution de notre presse littéraire, à cet égard, suit d'assez près celle de la française : à Paris, comme à Montréal, sont disparues ces grandes chroniques hebdomadaires où un André Rousseaux, par exemple, passait sans coup férir du roman à la poésie, de la poésie à l'essai. Elle a été, chez nous, plus rapide ; et, surtout, elle s'est faite à partir d'une plus forte et plus intime unité, qui englobait non seulement tout le littéraire, mais aussi bien l'ensemble des moyens d'expression, y compris le discours social et le discours politique.

\* \* \*

Il me reste à parler d'un autre courant idéologique, apparemment opposé à celui qu'implique la spécialisation, la division des tâches, mais qui, tout comme le précédent, contribue à l'affaiblissement de l'idée générale de littérature, et peut-être même en modifie la pratique. Du Rapport Rioux sur l'enseignement des arts au Livre vert de M. L'Allier, en passant par les considérations du Tribunal de la culture et toute une série de discours également bien intentionnés, on s'est employé à nous convaincre que la culture, c'est beaucoup plus que la culture, et qu'une véritable action cultu-



relle devrait être conduite à la fois par les ministères des finances, de l'agriculture, des travaux publics, des finances, de l'industrie et du commerce, de l'aménagement, de l'éducation et des pêcheries. C'est un peu beaucoup, si vous permettez ; et l'on a quelque difficulté à retrouver la littérature dans ce grand projet. Mais la culture, nous-dit-on, est indivisible. Que sert à l'homme d'écrire un roman, un poème, si le taux de chômage augmente, si nos emprunts trouvent difficilement preneur à New-York, si l'industrie du textile périclité, si nos rivières sont polluées ? Nous le soupçonnions bien, au cours des années soixante, que la littérature n'était pas le tout de la culture, de la vie d'un peuple. Mais nous faisons un acte de foi : nous espérons que ces poèmes, apparemment réservés à une élite, finiront par hausser le niveau de conscience de toute la collectivité, lui donneraient un sentiment d'appartenance qui se répandrait dans tous les domaines de l'activité. On en est moins sûr, aujourd'hui ; et les formes consacrées de la culture, de la culture dite d'élite (les arts, en somme), sont en butte à une étrange méfiance, qui se répercute même dans les documents officiels du Ministère. Ici encore, il faut souligner que cette préoccupation n'est pas exclusive au Québec. Le programme « Explorations » du Conseil des arts et certaines initiatives du Secrétariat d'Etat d'Ottawa, visent précisément à privilégier des entreprises qui relèvent d'une notion élargie, ou disons plus populaire, de la culture : le folklore, par exemple, l'histoire régionale, et mille autres choses qui sont évidemment plus près de la vie quotidienne d'un peuple que l'opéra et le ballet — ou le poème.

Tout cela est bel et bon. « Les arts, dit Réjean Ducharme, ont besoin qu'on leur torde le cou. » Et, prophète comme pas un, Raoul Duguay abandonnait il y a quelques années la poésie écrite pour le spectacle de Monsieur Toulmonde. L'avant-garde, au Québec, ça nous connaît. Dans l'action culturelle, comme dans l'enseignement des mathématiques ou celui du français, nous courons plus vite que tout le monde, nous avons déjà un pied dans le vingt et unième siècle. Les résultats de cette course contre la montre ne sont pas toujours, dans l'immédiat, pharamineux. Il nous arrive,

en chemin, de bazarder ce dont, peut-être, aucune société civilisée ne peut se passer, en ce troisième quart du vingtième siècle. Que les Français, les Allemands, les Américains, consacrent l'opéra, la littérature, les arts d'élite, ma foi, quel dommage ? ils en ont à revendre, et en auront probablement toujours. Mais, pour nous, l'aventure est beaucoup plus risquée. Nous sommes extrêmement pauvres de ce qui fait la richesse culturelle des nations modernes — de ce qu'elles doivent, toutes, à un dix-neuvième siècle qui nous a échappé. Cette situation ne nous impose-t-elle pas certaines opérations de rattrapage ? Ou, à tout le moins, une certaine prudence, un certain équilibre dans l'utilisation de nos énergies ? Quand j'entends le nouveau Ministre des affaires culturelles, suivant M. L'Allier qui suivait tout le monde, déclarer que la culture sera « démocratisée, ne sera pas réservée aux pôles culturels traditionnels », je me demande s'il a bien vérifié la solidité de ces « pôles » et mesuré la richesse de cette tradition. Et je me demande encore si, parmi ces « pôles culturels traditionnels », il n'est pas tenté d'inclure la littérature, notre pauvre littérature, qui risque ainsi de se voir priver d'apuis indispensables...

\* \* \*

Ainsi ronchonne le capitaine, accoudé au bastingage, l'oeil vague, à l'heure où le soleil descend sur Tadoussac ou sur Natashquan. Se rend-il compte qu'il fait lui-même partie des problèmes qui lui torturent l'esprit ? L'inquiétude sur notre destin littéraire est une des constantes les plus fermes, et les plus embêtantes, de notre littérature. Peut-être le capitaine devrait-il prendre des vacances. Quitter la barre et se remettre à lire, comme un simple matelot. Par-delà tous les problèmes qu'elle pose, les inquiétudes qu'elle nourrit, notre littérature a besoin, avant tout, de vrais lecteurs. Je les imagine un peu naïfs, se passionnant pour un personnage ou une écriture, assez généreux, assez ouverts pour aimer des livres qui ne soient pas *le chef-d'oeuvre* attendu. « Le destin joue au ping-pong, disait André Malraux à Robert-Guy Scully, et vous ne savez jamais comment la balle sera renvoyée. »

Décembre 1976